

28/06/2019

Communiqué de presse

UE-Mercosur - La Commission sortante ouvre la boîte de pandore en appliquant une politique deux poids deux mesures en agriculture

Les représentants de l'UE et du Mercosur sont parvenus aujourd'hui, à Bruxelles, à un accord final concernant les négociations commerciales bilatérales entre les deux parties. Le Copa et la Cogeca regrettent les concessions majeures réalisées dans le chapitre agricole de l'accord avec le Mercosur à quelques jours seulement de la nomination du nouveau Président de la Commission. Au vu des différences substantielles en termes de normes de production, les importations de produits agricoles en provenance du Mercosur mèneront, de facto, à une politique deux poids deux mesures et à une concurrence déloyale pour certains des principaux secteurs de production européens, ce qui menacera leur viabilité.

Le Copa et la Cogeca ont toujours soutenu l'agenda commercial de la Commission européenne en raison de son approche stratégique et équilibrée. Néanmoins, l'accord proposé aujourd'hui avec les pays du Mercosur est différent. Les agriculteurs et les coopératives ont longuement [fait campagne](#) pour expliquer toutes les conséquences directes d'un tel accord. Toutefois, des concessions majeures ont été accordées dans le chapitre agricole, notamment pour certains des secteurs les plus sensibles de l'UE tels que la viande bovine, la volaille, le sucre, l'éthanol, le riz et le jus d'orange, secteurs pour lesquels des contingents tarifaires historiquement élevés ont été proposés. Certes, notre système d'indications géographiques a été pleinement reconnu et l'accès à certains produits transformés a été accordé, mais la Commission n'est malheureusement pas parvenue à garantir suffisamment d'intérêts offensifs qui auraient pu, en partie, compenser les pertes dans le chapitre agricole. En effet, le chapitre agricole a été traité comme la variable d'ajustement pour obtenir des gains dans d'autres secteurs.

Commentant l'accord conclu aujourd'hui, Pekka Pesonen, Secrétaire général du Copa et de la Cogeca, a déclaré : « M. Bolsonaro peut louer son équipe de négociation pour le travail effectué. *Selon nous, il est difficile d'accepter que quelques semaines seulement après les élections européennes, la Commission européenne sortante signe un accord qui mènera à une politique commerciale ayant deux poids deux mesures et qui creusera le fossé entre ce que l'on attend des agriculteurs européens et ce qui est toléré pour les producteurs des pays du Mercosur. Il ne s'agit pas que d'une question économique. Il y va des trois principaux piliers de la durabilité européenne : la société, l'économie et l'environnement. Nous exhortons les chefs d'état et de gouvernement à adopter une position forte en nommant à la tête de la Commission un Président qui soit en mesure de refermer cette boîte de pandore, de protéger le secteur agricole européen et de respecter les attentes de la société civile européenne* ».

Dans les prochains mois, le Conseil et le Parlement devront faire entendre leur voix et fournir à la communauté agricole européenne des solutions pour atténuer les répercussions négatives de cet accord avec le Mercosur. Pour ce faire, ils devront doter la politique agricole d'un budget adéquat, fournir aux agriculteurs des outils pour anticiper les distorsions de marché et des outils d'évaluation pour atténuer les effets cumulés des négociations commerciales en cours ou futures. Les équipes techniques des deux parties se réuniront dans les prochains mois pour peaufiner les détails de l'accord. Entre temps, les États membres doivent fournir un mandat à la nouvelle Commission pour qu'elle puisse s'assurer que l'accord contienne des dispositions empêchant un accès au marché de manière non officielle et permettant d'atténuer les effets découlant de cette politique à deux poids et deux mesures. Il est également primordial que l'accord soit correctement mis en œuvre et qu'il garantisse la réciprocité pour les entreprises agro-alimentaires européennes, notamment pour les PME de l'UE. Contrairement à l'UE, qui est le premier importateur de produits agro-alimentaires au monde (116,6 milliards d'euros), le Mercosur ne constitue pas un réel marché unique. Il s'agit d'un marché très protectionniste qui impose de nombreuses barrières commerciales aux produits de l'UE. Le Brésil, par exemple, est un important fournisseur de viande pour l'UE, mais impose des restrictions qui vont à l'encontre des règles internationales à nombreux de nos produits carnés.

À une période où le nouveau Parlement européen prend ses fonctions, il est essentiel que les eurodéputés indiquent clairement qu'il ne devrait pas y avoir de mise en œuvre provisoire de l'accord UE-Mercosur. Cela est primordial au vu des graves déséquilibres présents dans le chapitre agricole de cet accord et du manque de garantie de la part des pays du Mercosur concernant le respect de leurs engagements climatiques et environnementaux notamment.

Comme le Copa et la Cogeca le répètent depuis des semaines, la « finale » des négociations avec le Mercosur ne devrait pas mettre le modèle de production agricole de l'UE « échec et mat » !

-FIN-

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Daniel Azevedo

Senior Policy Advisor

Azevedo@copa-cogeca.eu

Jean-Baptiste Boucher

Directeur de la communication

+32 2 287 27 90

Jean-Baptiste.Boucher@copa-cogeca.eu
